

Suisse

«Investir pour le climat est rentable»

ADAPTATION La Suisse accuse un retard dans la lutte contre le changement climatique, selon le nouveau rapport 2026 de l'Académie des sciences naturelles. Les leviers existent, mais il faut agir vite pour réduire les émissions de CO₂, avertissent les scientifiques

FANNY SCUDERI

La Suisse peine à atteindre les objectifs climatiques inscrits dans la loi, conclut l'Académie des sciences naturelles (SCNAT) dans son rapport 2026, dix ans après le précédent.

Le constat d'abord: la Suisse se réchauffe deux fois plus vite qu'à l'échelle mondiale: la température moyenne observée à la surface entre 2015 et 2024 était de 2,8 °C supérieure à celle de l'ère préindustrielle, contre 1,2 °C au niveau global. Avec l'Accord de Paris, «plusieurs pays, y compris la Suisse, se sont engagés à limiter le réchauffement global à un niveau nettement inférieur à 2 °C et si possible à 1,5 °C», a rappelé devant la presse hier Sonia Seneviratne, climatologue de l'EPFZ, et membre du bureau du GIEC. Ce premier palier sera toutefois atteint autour de 2030. «Il n'y a pas eu assez d'efforts pour réduire les émissions», a-t-elle souligné. Elle insiste: «Chaque dixième de degré de réchauffement supplémentaire qui peut être évité réduit les impacts associés, même après le dépassement de 1,5 °C.»

Des efforts insuffisants

Ce nouveau rapport de la SCNAT permet de quantifier plus précisément les effets du changement climatique en Suisse, notamment en termes de mortalité. «Nous observons une augmentation des décès liés aux vagues de chaleur, illustre Sonia Seneviratne. Un certain nombre d'entre eux n'auraient pas eu lieu sans l'impact du réchauffement climatique.»

Les conséquences pour la Suisse sont déjà visibles: multiplication et intensification des événements extrêmes, vagues de chaleur plus fréquentes et intenses, périodes de sécheresse prolongées et fortes précipitations. En montagne, la fonte des glaciers et la diminution de l'enneigement s'observent. Des risques éco-



Des pylons électriques à Dorénaz, à l'entrée du Valais, le 7 novembre 2024. (CHRISTOPHE CHAMMARTIN/LE TEMPS)

nomiques se profilent également, avec des perturbations possibles des chaînes d'approvisionnement internationales et une baisse de la productivité du travail, notamment lors des canicules.

«Nous devons soit réduire massivement les émissions, soit nous préparer à un réchauffement supérieur à 2 °C», a exposé Christian Huggel de l'Université de Zurich. Avec 1,5 °C de réchauffement, la probabilité de dépasser des points de bascule, avec des effets irréversibles pour la nature, augmente. Si la réduction des

La place financière, avec ses volumes de capitaux, peut également jouer un rôle clé

émissions de gaz à effet de serre, sur le territoire de la Suisse, «progresses dans la bonne direction», la trajectoire «n'est pas compatible avec les objectifs climatiques que la Suisse s'est fixés», a souligné Gian-Kasper Plattner, de l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL. Il souligne: les générations futures devront faire face à des problèmes dont elles ne sont pas responsables. Selon les scientifiques, des outils de décarbonation sont déjà disponibles, avec un potentiel d'amélioration

dans le secteur du bâtiment et des transports. «Les technologies existent, il suffit de les déployer», a insisté Anthony Patt, professeur à l'EPFZ. La place financière, avec ses volumes de capitaux, peut également jouer un rôle clé.

Les certificats carbone «non viables»

Le changement climatique s'accompagne de coûts élevés liés aux dommages. Dans ce contexte, le chercheur insiste: «Les investissements dans la protection du climat et dans l'adaptation sont clairement rentables.» Selon lui, la réponse repose sur plusieurs piliers: «Une réduction importante, efficace et socialement équilibrée des émissions au niveau national, une coopération internationale renforcée, ainsi qu'un ensemble d'instruments politiques pour lever les obstacles propres à chaque secteur.» Des progrès ont bel et bien été réalisés: «Les émissions de CO₂ par habitant ont déjà baissé d'environ 45%, sans impact majeur sur le quotidien. Cela montre que la protection du climat est faisable», relève-t-il. Mais le rythme reste insuffisant: «Nous avons mis trente-cinq ans pour réduire de 45%, et il ne reste que vingt-quatre ans pour éliminer les 55% restants.»

Aujourd'hui, la Suisse fait partie des rares pays, avec la Corée du Sud et le Japon, à recourir à des compensations à l'étranger pour atteindre ses objectifs à l'horizon 2030. «A long terme, ce modèle ne sera pas viable, car tous les pays devront atteindre la neutralité carbone», avertit Anthony Patt. Les scientifiques lancent un appel urgent: «Plus la température augmentera, plus la marge de manœuvre pour agir diminuera», résume Veruska Muccione, chercheuse à l'Université de Zurich. Reste à savoir si les collectivités publiques et les entreprises, à qui ce rapport est adressé, l'entendront. ■